

N° 4921⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI**sur la protection juridique des services à accès conditionnel
et des services d'accès conditionnel**

* * *

**AMENDEMENT ADOPTE PAR LA COMMISSION DES MEDIAS
ET DES COMMUNICATIONS****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(1.7.2002)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre pour avis une partie de l'article 1er du projet de loi sous rubrique.

Lors de sa réunion du 27 juin 2002, la Commission des Médias et des Communications a examiné le texte du projet à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat émis le 14 mai 2002. La commission parlementaire a décidé de faire siennes la plupart des propositions émises par la Haute Corporation, comme il en ressort du texte coordonné joint à la présente à titre indicatif.

Amendement concernant l'article 1er du projet de loi

Lors de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat, il s'est en effet avéré que le Conseil d'Etat ne s'est pas prononcé de façon détaillée sur la formulation de l'article 1er point I. 2). La Chambre de Commerce avait estimé, dans son avis du 6 mai 2002, qu'il y avait lieu d'inclure également les autres services définis au point I. 1) et non pas le seul service défini sous le point I. 1) a).

La Chambre professionnelle avait dès lors proposé de remplacer le libellé initial par la formulation „2) la fourniture d'un accès conditionnel aux services mentionnés sous 1) considérée comme un service à part entière“. La commission parlementaire souhaite se rallier à cette proposition de texte.

*

Sous réserve de l'avis complémentaire favorable du Conseil d'Etat, la Chambre des Députés souhaiterait voter le projet de loi dans la teneur qui suit:

*

**„PROJET DE LOI
sur la protection juridique des services à accès conditionnel
et des services d'accès conditionnel**

Chapitre 1er. – Des définitions

Art. 1er.– Aux fins de la présente loi, on entend par

- I. „service protégé“:
- 1) l'un des services suivants, pour autant qu'il soit fourni moyennant paiement et sur la base d'un accès conditionnel:
 - a) radiodiffusion télévisuelle: l'émission primaire, avec ou sans fil, terrestre ou par satellite, codée ou non, de programmes destinés au public, y compris la communication de programmes entre entreprises en vue d'une rediffusion à l'intention du public
 - b) radiodiffusion sonore: la transmission avec ou sans fil, y compris par satellite, de programmes de radio destinés au public
 - c) service de la société de l'information: tout service presté normalement contre rémunération, à distance par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire de services. Aux fins de la présente définition, on entend par les termes:
 - „à distance“: un service fourni sans que les parties soient simultanément présentes,
 - „par voie électronique“: un service envoyé à l'origine et reçu à destination au moyen d'équipements électroniques de traitement (y compris la compression numérique et de stockage de données), et qui est entièrement transmis, acheminé et reçu par fils, radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques,
 - „à la demande individuelle d'un destinataire de services“: un service fourni par transmission de données sur demande individuelle.
 - ou
 - 2) la fourniture d'un accès conditionnel aux services mentionnés sous 1) considérée comme un service à part entière;
- II. „accès conditionnel“: toute mesure et/ou tout dispositif techniques subordonnant l'accès au service protégé sous une forme intelligible à une autorisation individuelle préalable;
- III. „dispositif d'accès conditionnel“: tout équipement ou logiciel conçu ou adapté pour permettre l'accès au service protégé sous une forme intelligible;
- IV. „dispositif illicite“: tout équipement ou logiciel conçu ou adapté pour permettre l'accès à un service protégé sous une forme intelligible sans l'autorisation du prestataire de services;
- V. „services connexes“: l'installation, l'entretien ou le remplacement de dispositifs d'accès conditionnel ainsi que la fourniture de services de communications commerciales ayant trait à ces dispositifs ou à des services protégés.

Chapitre 2. – Des activités illicites

Art. 2.– Il est interdit:

- 1) de fabriquer, d'importer, de distribuer, de louer, de vendre ou d'offrir en vente, ou d'offrir ou de mettre sur le marché de quelque façon que ce soit un ou plusieurs dispositifs illicites à des fins commerciales;
- 2) de détenir un ou plusieurs dispositifs illicites à des fins commerciales;
- 3) d'installer, d'entretenir ou de remplacer un ou plusieurs dispositifs illicites à des fins commerciales;
- 4) d'avoir recours aux communications commerciales pour promouvoir un ou plusieurs dispositifs illicites.

Chapitre 3. – De l'action en cessation

Art. 3.– Sans préjudice de toute autre voie de droit, le prestataire d'un ou des services protégés dont les intérêts sont lésés par une des activités visées à l'article 2 de la présente loi peut intenter une

action en cessation devant le magistrat président la chambre commerciale du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale aux fins de faire constater et de faire cesser la ou les activité(s) illicite(s).

L'action est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile. Toutefois, par dérogation à l'article 939, paragraphe 2 du nouveau code de procédure civile, l'ordonnance de référé n'est pas susceptible d'opposition.

Art. 4.– Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil relatifs à l'astreinte.

Art. 5.– Le magistrat président la chambre commerciale du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, saisi d'une action en cessation, peut encore, selon la manière qu'il jugera appropriée, ordonner la publication et l'affichage de toute ou partie de l'ordonnance, aux frais de la partie qui succombe.

Il ne peut être procédé à l'affichage ou à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire non susceptible d'appel.

Art. 6.– Il est statué sur l'action en cessation nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant une juridiction pénale.

La cessation ordonnée par le magistrat président la chambre commerciale du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas d'acquiescement irrévocable par le juge pénal.

Chapitre 4. – Des sanctions pénales

Art. 7.– Les infractions à l'article 2 de la présente loi sont punies d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à deux ans et d'une amende de 251 à 100.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Art. 8.– Par dérogation aux articles 31 et 32 du code pénal, la confiscation des dispositifs illicites, du matériel et support relatifs aux communications commerciales et des gains provenant des activités interdites sera toujours prononcée, et ce même s'ils n'appartiennent pas au condamné.

Art. 9.– Le juge pourra prononcer en cas de condamnation l'affichage ou la publication de la décision. Dans l'hypothèse d'une décision d'acquiescement, il pourra en ordonner la publication aux frais de l'Etat.“

*

Au nom de la Commission des Médias et des Communications, je vous saurais gré de bien vouloir faire aviser par le Conseil d'Etat l'amendement ci-dessus dans un délai très rapproché permettant à la Chambre des Députés d'évacuer le projet de loi sous rubrique au cours de la deuxième semaine du mois de juillet 2002.

Copie de la présente est envoyée pour information au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Ministre délégué aux Communications et au Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

Président de la Chambre des Députés

